

**Service instructeur**  
Service Habitat et Solidarités Territoriales

10<sup>ème</sup> Commission - N° *CG 2011-5-125*

**Service consulté**

**REPRISE DE LA DÉLÉGATION DES AIDES À LA PIERRE POUR LA PÉRIODE  
2012-2017.**

Résumé : Le Conseil Général du Haut Rhin a pris en 2006 la délégation des aides à la pierre dans le parc public et privé pour une période de 6 ans. Cette compétence majeure n'est pourtant pas une compétence obligatoire, mais une possibilité offerte aux collectivités locales par la loi Libertés et Responsabilités Locales de 2004.

□

L'assemblée départementale a pris acte du bilan de cette première délégation de compétence lors de la séance du 14 octobre 2011 et s'est prononcée favorablement sur l'opportunité de reprendre cette délégation.

□

Ce rapport a pour objet de vous présenter le projet de nouvelle convention de délégation et d'autoriser le président à demander la délégation des aides à la pierre auprès de M. le Préfet pour la période 2012-2017.

Le 5 novembre 2004, le Conseil Général, en application de la loi Libertés et Responsabilités Locales de 2004, a délibéré en faveur de la délégation de compétence dans le domaine du logement avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et pour une durée de 6 ans renouvelable.

La reprise de la délégation des aides à la pierre, pour une nouvelle période de 6 ans, est souhaitable car elle permet de pouvoir adapter la politique nationale aux réalités locales, en articulation avec notre politique sur fonds propres. Elle s'inscrit en cohérence et en complémentarité avec l'ensemble des actions et des projets menés par le Département sur les domaines de l'Habitat, du logement et de l'aménagement du territoire, et permet de renforcer la pertinence du traitement des questions sociales.

Toutefois, il est indéniable que les crédits délégués par l'Etat s'inscriront en forte baisse et en fort décalage avec les besoins exprimés localement, et que la future délégation des aides à la pierre impliquera une mise en œuvre plus complexe et contrainte et amènera le Département à confirmer un rôle de premier plan dans le domaine de l'habitat et du logement, malgré une diminution de ses moyens d'actions.

Rappelons que la délégation des crédits d'aide à la pierre résulte d'une volonté de la collectivité : il ne s'agit en aucun cas d'une compétence obligatoire. La confirmation de la position départementale ne doit donc pas passer par la compensation sur ses fonds propres du désengagement de l'Etat : au-delà du risque budgétaire que cela représente, cela équivaut à un transfert de compétence masqué et non compensé.

La future délégation des aides à la pierre se matérialise à travers deux conventions : **la convention de délégation de compétence entre le Département et l'Etat, et la convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé.**

#### La Convention de délégation de compétence entre le Département et l'Etat pour la période 2012-2017:

A travers cette convention, l'Etat délègue au Département la compétence d'une part pour décider de l'attribution des aides publiques, à l'exception des aides distribuées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers, de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement, et d'autre part pour procéder à leur notification aux bénéficiaires.

Cette délégation a pour objet la mise en œuvre de la politique de l'habitat définie à l'article I-1 de la convention qui intègre les objectifs de la politique nationale en faveur du logement et les objectifs des PLH du département.

Elle porte sur l'ensemble du territoire du département du Haut Rhin à l'exception de Mulhouse Alsace Agglomération qui bénéficie d'une délégation de compétence au titre de l'article L. 301-5-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les principaux points de cette convention sont les suivants :

La convention fixe des objectifs de production de logements :

- 2 760 dans le parc public sur l'ensemble de la durée de la convention (**art I-2-1**)
- 2 670 dans le parc privé sur l'ensemble de la durée de la convention (**art I-2-2**).

La convention prévoit également la démolition de 235 logements et le financement de 100 logements en « Prêt Social de Location-Accession » (PSLA) (**art.I-2-1**)

Dans la limite des dotations disponibles, l'Etat allouera au Département, pour la durée de la convention (6 ans) et pour sa mise en œuvre, un montant prévisionnel de droits à engagement de 25,6 M€ pour la réalisation de ces objectifs. Les dotations annuelles seront signifiées au délégataire suite à la répartition des droits à engagements par le Préfet de Région (**Art II-2**).

La convention mentionne également les actions et moyens à mettre en œuvre par le Département dans le cadre de sa politique de l'Habitat, sur la durée de la convention. Les montants des ressources sur fonds propres du Département concourant à la réalisation des objectifs de la convention sont mentionnés à titre indicatif (**art.II-2** – par extrapolation des crédits votés au BP 2012 sur la durée de la convention), mais seront réajustés chaque année en fonction des budgets votés dans le cadre de l'avenant annuel (**art III-1**).

La convention fixe également les possibilités offertes au délégataire pour adapter les conditions d'octroi des aides et des plafonds de ressources aux réalités locales (**titre IV**).

Enfin, la convention peut être résiliée chaque année à compter de l'année civile suivante, sur l'initiative de chacune des parties, lorsqu'un fait nouveau légitime et sérieux le justifie (**Art.VI-4**).

La convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé pour la période 2012-2017:

Cette autre convention précise les formalités d'exercice de la délégation de compétence pour le parc privé et l'utilisation des crédits Anah. Elle rappelle les différents objectifs et montants des droits à engagements et précise les moyens à mettre en œuvre par le délégataire concourant à l'atteinte de ces objectifs. Elle précise également les formalités d'instruction et de gestion des fonds, ainsi que les modalités de contrôle, de suivi et de résiliation des conventions.

Type de convention :

Deux possibilités sont offertes au Département : reprendre la délégation avec ou sans l'instruction des dossiers (délégation dite de type 2 ou 3).

Lors de la première délégation, le Département du Haut-Rhin a acquis et développé les compétences nécessaires à cette instruction, par transfert de personnel de l'Etat et par recrutement. L'ensemble du personnel affecté à cette mission est aujourd'hui intégré aux effectifs départementaux.

De plus, ne plus assurer l'instruction entrainerait l'Etat à mettre à disposition des moyens humains dont il ne dispose pas actuellement. Le service apporté aux haut-rhinois s'en trouverait forcément affecté.

Au vu de ce qui précède, il vous est proposé :

- D'autoriser le Président du Conseil Général à demander à M. le Préfet du Haut-Rhin délégation des aides à la pierre pour la période 2012 – 2017 ;
- D'approuver la convention de délégation de compétence entre l'Etat et le Département et la convention de gestion des aides à l'habitat privé et d'autoriser le Président du Conseil Général à les signer;
- De donner délégation à la Commission Permanente pour approuver tout projet d'avenant – et notamment les avenants cités au titre III de la convention de délégation de compétence – ainsi que tout autre avenant concourant à la mise en œuvre de la délégation de la compétence aides à la pierre ;
- De donner délégation à la Commission Permanente pour prendre acte et approuver les évaluations mentionnées à l'art.VI-5 de la convention de délégation de compétence.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Conseil Général  
**Haut-Rhin** 

## **Convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation**

**Vu** le code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment l'article L. 301-5-2 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28;

**Vu** la demande du conseil général de renouvellement de la délégation de compétences pour décider l'attribution des aides prévues à l'article L. 301-3 du CCH en date du ...;

**Vu** le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) ;

**Vu** les Programmes locaux de l'habitat (PLH) adoptés par les établissements de coopération intercommunale du département ;

**Vu** la délibération du Conseil général autorisant la signature de la convention en date du....

**Vu** l'avis du comité régional de l'habitat du ...sur la répartition des crédits et les orientations de la politique de l'habitat.

**La présente convention est établie entre**

**Le Département du Haut-Rhin, représenté par M. Charles BUTTNER, Président du Conseil Général**

**et**

**l'État, représenté par M. Alain PERRET, Préfet du département du Haut-Rhin,**

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Objet et durée de la convention**

L'État délègue au département du Haut-Rhin, pour une durée de 6 ans renouvelable, la compétence d'une part pour décider de l'attribution des aides publiques, à l'exception des aides distribuées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)<sup>1</sup>, en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers, de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement, et d'autre part pour procéder à leur notification aux bénéficiaires.

<sup>1</sup> ces aides englobent le programme national de rénovation urbaine (PNRU), les aides de l'ANRU pour le programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD)

Cette délégation a pour objet la mise en œuvre de la politique de l'habitat définie à l'article I-1 qui intègre les objectifs de la politique nationale en faveur du logement et les objectifs des PLH du département.

Elle porte sur l'ensemble du territoire du département du Haut-Rhin à l'exception de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) qui bénéficie d'une délégation de compétence au titre de l'article L. 301-5-1 du CCH).

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et s'achève au 31 décembre 2017.

## **TITRE I : Les objectifs de la convention**

### **Article I-1 : Orientations générales**

Hors du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu une convention en application de l'article L. 301-5-1, la convention conclue par le département définit les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat et précise, en application du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées et en tenant compte des programmes locaux de l'habitat et des actions de rénovation urbaine au sens de la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, les objectifs poursuivis et les actions à mettre en œuvre en matière de réalisation, de réhabilitation et démolition de logements locatifs sociaux et de places d'hébergement destinées à accueillir les personnes et les familles visées aux articles 1<sup>er</sup> et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, ainsi qu'en matière de rénovation de l'habitat privé, notamment dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat. Elle définit les objectifs en matière de lutte contre l'habitat indigne et arrêté, le cas échéant, les actions nécessaires à sa résorption. Ces objectifs et actions sont détaillés par zones géographiques.

### **Article I-2 : Les objectifs quantitatifs et l'échéancier prévisionnels**

Les moyens financiers mentionnés au titre II de la présente convention ont pour objet la mise en œuvre de la politique définie au I-1 et notamment la réalisation des objectifs prévisionnels suivants :

#### **I-2-1 – Le développement et la diversification de l'offre de logements sociaux**

Il est prévu :

- a) La réalisation d'un objectif global de 2760 logements locatifs sociaux, dont :
- 744 logements PLA-I (prêt locatif aidé d'intégration)
  - 1026 logements PLUS (prêt locatif à usage social)
  - 990 logements PLS<sup>2</sup> (prêt locatif social)

Pour 2012, année de la signature, les objectifs prévisionnels sont de :

- 124 logements PLA-I (prêt locatif aidé d'intégration)
- 171 logements PLUS (prêt locatif à usage social)
- 165 logements PLS (prêt locatif social)

---

<sup>2</sup> Les PLS « Association Foncière Logement » ne sont pas comptabilisés

L'annexe 3 à la convention précise les quatre volets relatifs aux structures collectives de logement et d'hébergement : pensions de famille ou résidences sociales, foyers de travailleurs migrants (FTM), places d'hébergement, et logement-foyers pour personnes âgées et handicapées.

b) La démolition<sup>3</sup> de 235 logements locatifs sociaux dont 0 pour 2012

Ces objectifs ne comprennent pas les logements prévus par les conventions de rénovation urbaine de l'ANRU qui sont rappelés en annexe 7.

### **1-2-2 La réhabilitation du parc privé ancien et la requalification des copropriétés**

Sur la base des objectifs figurant au 1-1, il est prévu la réhabilitation d'environ 2670 logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides.

Dans le cadre de cet objectif global, sont projetés sans double compte :

a) le traitement de 234 logements<sup>4</sup> indignes<sup>5</sup>, notamment insalubrité, péril, risque plomb dont 39 pour 2012.

b) le traitement de 150 logements<sup>4</sup> très dégradés<sup>5</sup> dont 25 pour 2012.

c) le traitement de 180 logements de propriétaires bailleurs (hors habitat indigne et très dégradé) dont 30 pour 2012.

d) le traitement de 2106 logements occupés par leurs propriétaires au titre notamment de la lutte contre la précarité énergétique ou de l'aide pour l'autonomie de la personne (hors habitat indigne et très dégradé), dont 326 pour l'année 2012.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah). Parmi ces logements, il est prévu de conventionner 360 logements à loyer social et 60 logements à loyer conventionné très social. Ces objectifs se déclinent ainsi pour 2012 : 60 logements à loyer conventionné à loyer social et 10 logements à loyer très social.

La déclinaison annuelle de ces objectifs et le tableau de bord de suivi de la convention sont indiqués en annexe 1.

Les dispositifs opérationnels<sup>6</sup>, les opérations dans le cadre du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés, les contrats locaux d'engagement contre la précarité énergétique (mise en œuvre du Fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART)) en cours ou projetés et dont la liste figure en annexe 2, concourent à la mise en œuvre de ces objectifs.

Le délégataire reprend les engagements de l'État et de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sur les opérations contractuelles en cours (OPAH, PIG, plan de sauvegarde, PST, opérations du PNRQAD).

Ces objectifs précis sont repris par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah en vertu de l'article L. 321-1-1 du CCH.

<sup>3</sup> Les démolitions restent soumises à l'autorisation de l'Etat en application de l'article L.443-15-1 du CCH

<sup>4</sup> propriétaires occupants, propriétaires bailleurs et syndicats de copropriétaires

<sup>5</sup> cf. instructions de l'Anah sur les définitions de l'habitat indigne, très dégradé et dégradé (grille d'évaluation)

<sup>6</sup> opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), OPAH de renouvellement urbain, OPAH copropriétés dégradées, OPAH de revitalisation rurale, programme d'intérêt général (PIG) au sens de l'article R. 327-1 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), plan de sauvegarde, programmes sociaux thématiques (PST)

### **I-2-3 Répartition géographique et échéancier prévisionnel**

Les objectifs d'interventions prévus ci-dessus sont déclinés en annexe I comprenant deux tableaux.

Le premier, intitulé « *objectifs de réalisation de la convention, parc public et parc privé et Tableau de bord* » synthétise les objectifs de réalisation et les besoins en droits à engagement. Il fait office d'échéancier de réalisation. Il sera mis à jour annuellement et joint au bilan mentionné au II.3.

Il permet d'adapter au mieux l'enveloppe des moyens mis à disposition du délégataire par l'État et l'Anah, précisée dans l'avenant annuel visé au II.3. Ce tableau sera soumis pour avis au comité régional de l'habitat pour la répartition infra régionale des objectifs logements dans le parc public et privé pour l'année suivante.

Le second tableau, figurant à l'annexe I, comportera les informations suivantes

- pour le parc public, la déclinaison des objectifs par bassin d'habitat ou secteur géographique,
- pour le parc privé, la déclinaison des objectifs par secteurs géographiques adaptés.

Le nombre et l'échéancier de réalisation des logements sociaux pour chaque commune concernée en application des articles L. 302-5 et suivants du CCH (article 55 de la loi SRU) sont rappelés ci-dessous pour la période triennale en cours et pour le(s) période(s) triennale(s) à venir (projection) :

Commune	% logement sociaux au 01/01/2010	Engagement triennal
Horbourg-Wihr	2,72%	75
Ingersheim	13,99%	30
Turckheim	8,74%	51
Wintzenheim	11,76%	63
Blotzheim	4,99%	40
Kembs	0,22%	53
Village-Neuf	6,22%	34

## **TITRE II : Modalités financières**

### **Article II-1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'État pour le parc locatif social**

Dans la limite des dotations disponibles, l'État allouera au département, pour la durée de la convention et pour sa mise en œuvre, un montant prévisionnel de droits à engagement de 6 392 952 € pour la réalisation des objectifs visés à l'article I-2.

**Ces droits à engagement correspondant aux objectifs fixés au titre I sont estimés en fonction des conditions de financement en vigueur à la date de signature de la présente convention.**

Outre ces droits à engagement, l'État affecte aux différentes opérations financées dans le cadre de la convention des aides publiques indirectes correspondant à des aides fiscales (exonération de TFPB et TVA réduite) et des aides de circuit, dont les moyennes 2010 pour le logement neuf ordinaire apparaissent en annexe 4.

Pour 2012, année de la signature, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements est fixée à 1 065 492 €.

Un contingent d'agréments de 990 PLS et de 100 PSLA est alloué au délégataire pour la durée totale de la convention

Pour 2012, année de la signature, ce contingent est de 165 agréments PLS et, optionnellement, de 35 agréments PSLA.

Conformément à la lettre d'accord de la Caisse des dépôts et consignations, document D annexé à la présente convention, une enveloppe pluriannuelle de prêts de ... M€ sera affectée par cet établissement

aux opérations définies à l'article I-2 de la présente convention. Cette enveloppe ne comprend pas les prêts PLS et PSLA. Elle comprend le montant des prêts pour la réhabilitation de logements sociaux dont les « éco-prêts HLM ».

Les parties peuvent réviser le montant prévisionnel des droits à engagements selon les modalités de l'article II-5-1-3.

### **Article II-2 : Moyens mis à la disposition du délégataire pour le parc privé**

Le montant prévisionnel des droits à engagement alloué au délégataire, dans la limite des dotations ouvertes annuellement au budget de l'Anah, incluant les aides aux propriétaires et les subventions éventuelles pour l'ingénierie de programme, est de 19 238 310 euros pour la durée de la convention.

Pour 2012, année de signature de la convention, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagement est de 3 206 385 € et sera ajustée suite à la répartition des droits à engagement par le représentant de l'État dans la région en application de l'article L. 301-3 du CCH.

Les parties peuvent réviser le montant prévisionnel des droits à engagements selon les modalités de l'article II-5-1-3.

Outre ces droits à engagement de l'Anah, les travaux bénéficient d'aide de l'État (TVA à taux réduit).

Dans le cas où le territoire est couvert par un contrat local d'engagement de lutte contre la précarité énergétique, les décisions d'aide au titre du fond d'aide à la rénovation thermique, sont prises conjointement avec celles des aides de l'Anah, dans les conditions précisées dans le décret du 2 novembre 2011 relatif au règlement des aides du fond et dans la convention de gestion conclue entre l'Anah et le délégataire.

### **Article II-3 : Avenant annuel**

**Un avenant annuel définira l'enveloppe pour chacune des années postérieures à celle de la signature de la présente convention.**

Chaque année, le département fournit un bilan indiquant l'état des réalisations des engagements et des paiements, ainsi qu'une actualisation des engagements au titre de la convention.

Ce bilan annuel donne lieu à discussion entre les parties et permet de définir les droits à engagement à allouer pour l'année ultérieure.

L'avenant annuel doit être rédigé et signé après discussion préalable sur le bilan annuel.

Le montant définitif annuel est arrêté dans les conditions définies à l'article II-5-1.

Le tableau de bord mis à jour, visé au I-2-3, est joint à cet avenant.

### **Article II-4 : Interventions propres du département**

#### **II-4-1 Interventions financières du département**

Le Département pendant la période de la convention consacrera sur ses ressources propres un montant global de 7,890 M€ aux objectifs définis à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1.

Pour la première année, le montant des crédits que celui-ci affecte sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention s'élève à 1,315 M€ dont 1,092 M€ pour le logement locatif social et 223 000 € pour l'habitat privé, sur son territoire de délégation de compétence.

#### **II-4-2 Actions foncières**

Le département ne participe pas à des actions foncières spécifiques.

### **II-4-3 Actions en faveur du développement durable**

Le Département a mis en place dans le cadre de sa politique propre une aide à la réhabilitation thermique en faveur du parc locatif public existant dans un contexte de baisse des charges pour les locataires des immeubles les moins performants énergétiquement.

De même, dans le cadre du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) appelé également Programme « Habiter mieux » déployé par l'Agence nationale de l'habitat, le Département intervient dans le dispositif de repérage, par la mobilisation des agents départementaux intervenants dans le secteur social (en couplage avec le dispositif de repérage de l'Habitat indigne), par la prise en charge de l'ingénierie inhérente au traitement des dossiers (compensée partiellement par l'Anah) et par une participation sur fonds propres d'un montant de 500 € par dossier.

### **Article II-5 : Mise à disposition des moyens : droits à engagement et crédits de paiement**

#### **II-5-1 : Calcul et mise à disposition des droits à engagement**

##### **II-5-1-1 : Pour l'enveloppe logement locatif social**

Chaque année, l'État, dans les limites de la dotation disponible et du montant de l'enveloppe fixé en application de l'article II-1 de la convention pour l'année considérée, allouera au délégataire une enveloppe de droits à engagement dans les conditions suivantes :

- 60 % du montant des droits à engagement de l'année à la signature de la convention ou, à compter de la seconde année, à la signature de l'avenant annuel ;
- le solde des droits à engagement de l'année est notifié, au plus tard le 15 octobre en fonction du rapport mentionné au II-5-1-3. L'avenant de fin de gestion mentionné au § III-2 arrête l'enveloppe définitive des droits à engagement allouée pour l'année au délégataire.

A partir de la seconde année, une avance maximale de 25% du montant des droits à engagement initiaux de l'année N-1 pourra être allouée au délégataire avant fin janvier (aucune avance n'est prévue pour la première année de la convention).

Ces décisions sont notifiées par l'État au délégataire.

Le délégataire prendra les arrêtés de subvention au nom de l'État en application de la présente convention dans la limite du montant des droits à engagement ainsi notifiés par l'État.

##### **II-5-1-2 : Pour l'enveloppe habitat privé :**

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en vertu de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

##### **II-5-1-3 Modalités de mise à disposition**

L'allocation du solde de l'enveloppe annuelle sera fonction de l'état des réalisations et des perspectives pour la fin de l'année qui seront communiqués dans les bilans fournis, au 30 juin et au 15 septembre, au préfet, représentant de l'État et délégué de l'Anah dans le département,

Pour le parc public, ces bilans conduiront à la conclusion d'un avenant dit de « fin de gestion » tel que défini à l'article III-2 qui permettra d'effectuer les ajustements nécessaires en fin d'année. Pour le parc privé, ces bilans pourront également conduire à un avenant dit de « fin de gestion » en fin d'année.

En cas de réalisation insuffisante des objectifs prévus à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1 de la présente convention constatée sur deux exercices consécutifs, le préfet, représentant de l'État dans le département, peut pour le parc public, minorer le montant des droits à engagement à allouer au délégataire l'année suivante.

En cas de réalisation insuffisante des objectifs prévus à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1 de la présente convention constatée sur deux exercices consécutifs, le préfet, délégué de l'Anah dans le département, peut pour le parc privé, minorer le montant des droits à engagement à allouer au délégataire l'année suivante.

La persistance d'un écart de réalisation au terme de 3 exercices consécutifs, peut conduire les parties à réviser les objectifs et les droits à engagement de la présente convention et/ou leur déclinaison pluriannuelle. L'évaluation à mi-parcours décrite à l'article VI-5 sera l'élément essentiel pour dimensionner cet ajustement à la hausse ou à la baisse.

Pour le parc public, le report éventuel de droits à engagement d'une année sur l'autre de la convention, comprenant les éventuels droits à engagements redevenus disponibles suite à des modifications d'opérations, peut être intégré dans le calcul de la dotation de l'année suivante. Son montant est identifié dans l'avenant annuel tel que défini à l'article III-1 et doit être compatible avec la dotation régionale ouverte pour l'année suivante.

#### **II-5-2 : Calcul et mise à disposition des crédits de paiement**

- Pour l'enveloppe logement locatif social

Chaque année, l'État mettra à la disposition du délégataire un montant de crédits de paiement calculé par application d'une clé pré-définie au montant des engagements constatés les années précédentes et des engagements prévisionnels de l'année considérée.

Ainsi, pour le calibrage des CP dans l'avenant annuel (et dans la convention pour la première année), la clé à appliquer est la suivante : 10 % des engagements prévisionnels de l'année n, 30 % des engagements constatés de l'année n-1, 30 % des engagements constatés de l'année n-2 et, pour l'année n-3, 30 % des engagements constatés. Ce montant de crédit de paiement est ajusté de la différence constatée en fin d'année n-1, entre les crédits de paiement versés par l'État au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs. Cet ajustement, à la hausse ou à la baisse, est opéré dès la deuxième année de la convention ou dès la première année lorsqu'il s'agit d'un renouvellement de convention, sur la base du compte-rendu mentionné au II-6.

Les crédits de paiement feront l'objet de la part de l'État de trois versements:

- le premier versement porte au maximum sur 25 % du montant des CP versés l'année n-1 (y compris en cas de renouvellement de la convention). Il est effectué au plus tard en février ;

- le deuxième versement est effectué dans les deux mois suivant la date de signature de la convention ou, à compter de la seconde année, de l'avenant annuel. Il porte au maximum sur 75% du montant total prévu par l'avenant annuel (ou pour la première année, le montant inscrit dans la convention) duquel il est déduit le premier versement effectué ; ce taux peut être ajusté en fonction du rythme de paiement du délégataire aux opérateurs.

- le solde est versé au délégataire en novembre; il peut être ajusté en fonction de la différence entre les crédits de paiement versés par l'État au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs l'année n, en cohérence avec le compte-rendu d'octobre mentionné au deuxième alinéa de l'article II-6, et ce dans la limite des crédits ouverts et disponibles.

Pour chaque opération soldée, sur la base du compte-rendu mentionné au dernier alinéa de l'article II-6, il est procédé à l'ajustement des écarts résiduels qui pourraient être constatés entre les crédits de paiement versés par l'État au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs.

- Pour l'enveloppe habitat privé

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en application de l'article L. 321-1-1 du CCH définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

Dans le cas où le délégataire assure la gestion directe des aides, elle définit les clés de calcul des crédits de paiement et l'échéancier de versement.

Dans ce dernier cas, les crédits de paiement affectés annuellement par l'Anah au délégataire doivent tenir compte des engagements constatés les années précédentes et des engagements prévisionnels de l'année considérée et sont prévus dans la convention délégataire-Anah.

#### **Article II-6 : Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire**

Le délégataire remet chaque année au représentant de l'État dans le département, deux comptes rendus détaillés de l'utilisation des crédits mis à sa disposition, l'un concernant les crédits reçus de l'État et l'autre les crédits reçus de l'Anah, conformément à l'annexe Ibis (cf. circulaire n° 2005-49 UHC/FB2 du 14 octobre 2005 relative à l'imputation comptable et au compte rendu d'utilisation des crédits de l'État mis à la disposition des collectivités délégataires dans le cadre des conventions de délégation de compétences en matière d'aides au logement). Ces états arrêtés au 31 décembre de l'année passée en projet ou dans leur version finale sont transmis avant signature de l'avenant annuel pour prise en compte pour l'évaluation des niveaux de droits à engagement et crédits de paiement annuels, et constituent une annexe au compte administratif.

Pour les délégations de compétence dont le montant d'engagement annuel prévu pour le parc public est supérieur à 5 M€, le délégataire remet en outre en octobre un compte rendu détaillé de l'exécution des crédits sur le parc public sur le 1<sup>er</sup> semestre.

Ces états annexes retracent, d'une part, le détail des crédits reçus de l'État et de l'Anah par le délégataire et, d'autre part, le détail des crédits effectivement versés par le délégataire pour la réalisation des opérations financées conformément à l'annexe I de la présente convention.

Ces états annexes seront accompagnés, en outre, d'une annexe I ter détaillant les crédits versés par le délégataire sur ses aides propres visés à l'article II-4-1 de la présente convention.

#### **Article II-7 : Gestion financière de la fin de convention**

Pour ce qui concerne le parc privé, les éléments précisés dans cet article ne concernent que les conventions pour lesquelles la convention de gestion prévoit l'instruction et le paiement des aides par le délégataire.

- **En cas de renouvellement de la convention de délégation de compétences**

Le versement des crédits de paiement correspondants aux crédits engagés les années précédentes perdure selon la règle mentionnée au II-5-2 pour le parc social et dans la convention de gestion entre le délégataire et l'Anah pour le parc privé.

Pour le parc privé si, au terme de l'effet de la présente convention et de l'échéancier de versement des crédits prévu au II-5-2, le délégataire dispose de crédits de paiement non utilisés, ces crédits seront déduits du versement prévu au titre de la nouvelle convention pour l'année en cours.

- **En cas de non-renouvellement de la délégation de compétences**

Le versement des crédits, tel que prévu à l'article II-5-2, est arrêté. Les comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à disposition du délégataire sont remis par le délégataire au préfet, représentant de l'État et délégué de l'Anah dans le département.

Le délégataire peut continuer à assumer le paiement des engagements qu'il a pris auprès des bénéficiaires des aides. A cet effet, l'État et l'Anah concluent avec le délégataire une convention de clôture de délégation qui définit les modalités de mise à disposition des crédits correspondants et de paiement restant à effectuer.

Dans le cas contraire, ces engagements sont directement assumés par l'État pour le parc public et par l'Anah pour le parc privé. Le représentant de l'État ou le délégué de l'Anah émettent alors un ordre de

reversement à hauteur des crédits non utilisés et un accord relatif à la clôture de la convention est établi avec le délégataire.

### **TITRE III : Avenants**

Cinq types d'avenants peuvent être signés en cours d'année.

#### **Article III-1 : avenant annuel**

L'avenant annuel est obligatoire. Il est signé pour toute convention en cours. Cette signature doit intervenir le plus rapidement possible afin de ne pas pénaliser le démarrage de la gestion. Si l'avenant n'est pas signé avant fin février et dans l'attente de la signature, des autorisations d'engagement peuvent être mises à disposition du délégataire qui peut prendre des décisions d'engagement dans la limite de ces crédits. Cette mise à disposition s'effectue selon les modalités définies au II-5-1.

Il indique les objectifs quantitatifs prévisionnels pour l'année en adoptant la présentation de la convention au I-2 (et annexe 1).

Il précise ensuite les modalités financières pour l'année en distinguant l'enveloppe déléguée par l'État pour le parc public et par l'Anah pour le parc privé et les interventions financières du délégataire lui-même. Le montant annuel des droits à engagement est établi après la prise en compte du niveau réel de consommation de N-1 et des perspectives pluriannuelles.

Le cas échéant, il intègre la révision des objectifs et des droits à engagement lié à la persistance d'un écart de réalisation conformément aux dispositions prévues au II-5-1-3.

Tout autre point ponctuel concernant une partie de la convention peut figurer dans cet avenant.

#### **Article III-2 : avenant de fin de gestion (cf. II-5-1-3)**

Cet avenant précise au délégataire l'enveloppe définitive des droits à engagement ainsi que les objectifs quantitatifs inhérents. Il prend en compte les réalisations du délégataire et les perspectives à fin d'année conformément au bilan prévu au II-5.1.3. Il est obligatoire pour le parc public.

#### **Article III-3 : avenant consécutif à de nouvelles orientations de la politique en faveur du logement**

Cet avenant doit permettre de traduire les nouveaux objectifs de la politique du logement, fonction des évolutions du contexte financier, économique et social. Ces nouveaux objectifs peuvent faire évoluer les objectifs fixés au délégataire et les moyens financiers qui lui sont délégués.

#### **Article III-4 : avenant modifiant une disposition de la convention**

Cet avenant appelé « avenant modificatif » sur l'initiative du délégataire ou de l'État a vocation à modifier toute disposition de la convention, notamment celles des titres IV, V ou VI.

Il peut être adopté en cours d'année et sa signature n'est pas soumise à une contrainte de date.

#### **Article III-5 : avenant en cas de signature d'une convention de délégation de compétence par un établissement public de coopération intercommunale**

En application du dernier alinéa de l'article L. 301-5-2 et en cas de signature d'une convention de délégation de compétence par un établissement public de coopération intercommunale avec l'État pendant la période de validité de la présente convention, un avenant sera conclu pour retrancher de la

présente convention le programme (objectifs et crédits) relatif au territoire de cet établissement. Cet avenant prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.<sup>6</sup>

#### **TITRE IV – Conditions d'octroi des aides et d'adaptation des plafonds de ressources**

Les dispositions du code de la construction et de l'habitation et notamment de son livre III, ainsi que les textes listés dans le document A annexé, sont applicables sous réserve des adaptations prévues aux articles III-1 et III-2.

#### **Article IV-1 : Adaptation des conditions d'octroi des aides**

##### **IV-1-1 Parc locatif social**

L'assiette de subvention définie au 1<sup>o</sup> de l'article R. 331-15 peut être majorée, pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'acquisition-amélioration finançables en PLUS, ou PLA-I, en application des dispositions de son deuxième alinéa et de l'article R. 331-15-1, selon le barème indiqué en annexe n° 5.

Les taux de subvention appliqués à cette assiette peuvent être majorés de 5 points dans les secteurs géographiques mentionnés à l'annexe 5<sup>7</sup> :

Le taux de la subvention pour surcharge foncière prévue à l'article R. 331-24-1 du CCH peut être porté au maximum à 75%.

Les taux des subventions relatives à l'amélioration des logements locatifs sociaux finançables par la prime à l'amélioration des logements locatifs à occupation sociale (PALULOS) mentionnés à l'article R. 323-7 du CCH peuvent être majorés de 5 points et sont réservés à la réhabilitation des FTM et à l'amélioration de locaux dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par une commune (PALULOS communale)

##### **IV-1-2 Parc privé**

La convention conclue entre le délégataire et l'Anah en vertu de l'article L. 321-1-1 du CCH détermine les règles particulières d'octroi des aides qui peuvent être fixées par le délégataire en application de l'article R. 321-21-1 du CCH, ainsi que les conditions de leur intervention.

#### **Article IV-2 : Plafonds de ressources**

##### **IV-2-1 Parc locatif social**

En application de l'article R. 441-1-2 du CCH, les plafonds de ressources peuvent être majorés dans la limite de 30% de ceux applicables pour l'accès des ménages aux logements locatifs sociaux dans les cas ci-après :

- logements d'un même immeuble situés dans des ensembles immobiliers ou quartiers dans lesquels plus de 20 % des logements locatifs sociaux sont vacants depuis au moins trois mois ;
- logements situés dans des quartiers classés en zone urbaine sensible ;
- logements d'un même immeuble ou ensemble immobilier lorsqu'ils sont occupés à plus de 65 % par des ménages bénéficiant de l'APL.

<sup>6</sup> A noter que, pour le parc public et pour le parc privé dans le cas où le paiement est assuré par le délégataire, les crédits de paiement correspondant à des opérations engagées dans le cadre de la présente convention sur un territoire ultérieurement retranché de la délégation du département continueront à faire l'objet de paiements par le département et non par le nouveau délégataire.

<sup>7</sup> En application du 2<sup>o</sup> de l'article R.331-15-1 du CCH

#### **IV-2-2 Parc privé**

- Propriétaires occupants

Les conditions de ressources prévues au dernier alinéa du I de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation sont applicables.

- Propriétaires bailleurs

Lorsque le bailleur conclut une convention en application de l'article L. 351-2 (4°), les plafonds de ressources des locataires fixés par l'arrêté mentionné à l'article R. 331-12 du code de la construction et de l'habitation sont applicables ; si cette convention est conclue dans le cadre d'un programme social thématique (PST) les plafonds de ressources sont ceux prévus à la seconde phrase de cet article (PLAI).

Les conventions visées aux articles L. 321-4 et L. 321-8 et signées dans les conditions de l'article L. 321-1-1 II devront respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables (voir notamment les articles R. 321-23 à R. 321-36 du CCH).

#### **Article IV-3 : Modalités d'attribution des aides et d'instruction des dossiers**

##### **IV-3-1 Parc locatif social**

Pour les opérations visées au I-2-1, le président du conseil général signe les décisions de subvention qui sont prises sur papier à double en-tête du délégataire et de l'État. L'instruction des dossiers est assurée par les services du Conseil Général.

##### **IV-3-2 Parc privé**

Pour les actions visées au I-2-2, la loi a prévu que les décisions de subventions ou les décisions de rejet sont prises par le président de l'autorité délégataire au nom de l'Anah. La convention conclue entre le délégataire et l'Anah en vertu de l'article L321-1-1 du CCH détermine les conditions d'instruction et de paiement.

#### **TITRE V – Loyers et réservations de logements**

##### **Article V-1**

Le président du conseil général signe, au nom de l'État, les conventions mentionnées à l'article L.353-2 conclues en contrepartie d'un financement ou d'un agrément qu'il accorde. Il en adresse obligatoirement copie au préfet de département.

L'exercice de cette délégation s'effectue dans le cadre des règles définies ci-après :

##### **Article V-2 : Modalités de fixation des loyers et redevances maximums**

###### **V-2-1 Parc locatif social**

Le loyer maximal au m<sup>2</sup> est fixé dans chaque convention ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement dans la limite des valeurs indiquées par la circulaire annuelle des loyers et redevances publiée pour chaque 1er janvier. Les valeurs indiquées dans cette circulaire constituent des limites supérieures qui ne doivent pas être appliquées de manière automatique. Les loyers plafonds sont fixés en tenant compte de l'équilibre de l'opération, de sa qualité, de la taille des logements mais aussi de la solvabilité des locataires et du secteur géographique d'implantation du projet. En effet, pour garantir le caractère social des logements, il convient de maintenir un écart d'environ 20% entre les loyers du parc privé environnant et les loyers plafonds des conventions.

Les modalités de calcul de ce loyer maximum suivent les règles explicitées en annexe 6. Celles-ci sont les règles de droit commun applicables aux loyers à l'exception des adaptations suivantes possibles pour les opérations de construction, d'acquisition et d'acquisition-amélioration.

Le barème des majorations applicables en fonction de la qualité de l'opération figure en annexe n°6. L'application de ces majorations au loyer de base ne pourra aboutir à un loyer mensuel par m<sup>2</sup> de surface utile dépassant, pour les logements conventionnés avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année de prise d'effet de la présente convention :

- à 120% du loyer maximal de zone, hors majorations, pour les opérations financées en PLUS et en PLAI,
- à 100% du loyer maximal de zone pour les opérations financées en PLS.

Ces loyers maximums sont révisés chaque année, le 1er janvier, dans les conditions prévues à l'article L.353-9-3 du code de la construction et de l'habitation. (cf. annexe 6).

### **V-2-2 Parc privé**

Les niveaux maximums des loyers maîtrisés du parc privé sont fixés, dans le respect de la circulaire annuelle publiée par la DHUP et des dispositions adoptées par le conseil d'administration de l'Anah, dans le cadre du programme d'actions mentionné aux articles R. 321-10 et R.321-10-1 du CCH.

### **Article V-3 : Réservations de logements au profit des personnes prioritaires**

Les conventions ouvrant droit à l'APL conclues avec les organismes d'HLM et les SEM fixent le pourcentage de logements de l'opération alloué au droit de réservation reconnu au Préfet par l'alinéa 3 de l'article L.441-1 du CCH. Le chiffre à inscrire s'il y a lieu dans les conventions est de 25% pour les opérations financées en PLUS et PLA-I (dont 5% pour les fonctionnaires) et de 5% dans les opérations financées en PLS.

Le mode d'attribution éventuelle des logements ayant bénéficié de subventions de l'Anah est fixé conformément à la réglementation de l'Agence. Obligation doit être notifiée à l'organisme d'informer le préfet lors de la mise en service des logements.

## **TITRE VI – Suivi, évaluation et observation**

### **Article VI-1 : Modalités de suivi des décisions de financement**

Le délégataire informe le préfet de l'ensemble des décisions signées qu'il prend en application de la présente convention et pour chaque opération financée, des données, dans les conditions précisées ci-après, sont transmises à l'infocentre national sur les aides au logement géré par le ministère chargé du logement, auquel le délégataire a accès.

Pour le parc locatif social, copie des décisions est communiquée au Préfet. De plus, les données de suivi liées aux décisions de financement doivent être transmises en continu à l'infocentre et au minimum une fois par semaine.

Le délégataire s'engage à renseigner également le système d'information sur les mises en chantier (numéro du permis de construire), les mises en service (numéro de la convention APL) et les crédits de paiement versés pour chaque opération (date et montant) comme cela est prévu au 7 du b) du document annexé C.

Le dispositif de transmission obligatoire par voie électronique est décrit dans l'annexe C.

Pour le parc privé les modalités d'information du Préfet sur les décisions prises et de transmission des données sont définies par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah.

## **Article VI-2 : Suivi annuel de la convention**

### **Article VI-2-1 : Les modalités de compte-rendu**

Les enveloppes du délégataire seront fixées en fonction des bilans produits au 30 juin et au 15 septembre. Ces bilans feront obligatoirement état des réalisations et des perspectives de réalisation pour le reste de l'année.

Accompagnés du bilan annuel mentionné à l'article II-3, ces deux bilans serviront de socle à l'avenant annuel défini à l'article III-1

### **Article VI-2-2 L'instance de suivi de la convention**

Il est créé sous la coprésidence du président du conseil général et du préfet une instance de suivi de la convention.

Cette instance se réunit au minimum deux fois par an pour faire le bilan des décisions prises<sup>8</sup> et des moyens consommés au cours de l'exercice écoulé et prévoir, si nécessaire, des ajustements ou des avenants à la convention. A cet effet, le délégataire s'engage à faciliter le contrôle par l'État et l'Anah de l'utilisation des crédits reçus notamment par l'accès à toute pièce justificative et tout document dont il jugerait la production utile. Par ailleurs, il s'engage également à informer l'État et l'Anah des réalisations et des moyens engagés via le compte-rendu mentionné à l'article II-6 et à la mise à jour du tableau de bord en annexe 1.

La réunion de cette instance doit être l'occasion d'échanger sur la mise en œuvre de la délégation et peut également donner lieu à des restitutions sur des thématiques ou des publics précis (cf. VI-3 dispositif d'observation).

Le suivi de la convention doit permettre d'assurer la consolidation au niveau national et le rendu-compte au Parlement sur la mise en œuvre de la politique du logement.

## **Article VI-3 : Dispositif d'observation**

Le département s'engage à mettre en place un dispositif d'observation qui doit permettre une bonne connaissance des marchés du logement et de leurs évolutions.

L'Observatoire Départemental de l'Habitat mis en place dans ce cadre par le Département intervient sur les thématiques suivantes :

- Etudes spécifiques liées à des évaluations de dispositifs ou dans le cadre de problématiques particulières (vacance, PDALPD...)
- Observation des marchés locaux du logement à l'échelle des bassins d'habitat et des intercommunalités,
- Etudes thématiques sur des domaines précis (loyers du parc privé, parcours résidentiel des ménages, accession à la propriété...)

Les services locaux de l'État et de l'Anah participent à l'analyse des résultats.

## **Article VI-4 : Conditions de résiliation de la convention**

### **VI-4-1 Cas de résiliation**

La convention peut être résiliée chaque année à compter de l'année civile suivante, sur l'initiative de chacune des parties, lorsqu'un fait nouveau légitime et sérieux le justifie.

<sup>8</sup> A noter que pour l'établissement du bilan annuel, le programme physique et la consommation des autorisations d'engagement sont arrêtés en prenant en compte toutes les décisions de financement engagées dans les outils d'instruction et transmises à l'infocentre SISAL avant la date de fin de gestion. Le délégataire est informé, chaque année, par les services de l'Etat de cette date.

La résiliation de la convention conclue entre le délégataire et l'État entraîne de facto la résiliation de la convention conclue entre le délégataire et l'Anah.

En cas de non-respect dans des proportions importantes des engagements contractés quant à l'échéancier de réalisation des objectifs de production mentionné en annexe 1 constaté sur deux exercices consécutifs dans le cadre du suivi annuel, chacune des parties peut décider de résilier la convention, à compter de l'année civile suivante.

#### **VI-4-2 Effets de la résiliation**

Les droits à engagement alloués au délégataire mais non encore engagés font l'objet d'un retrait de la part de l'État et de l'Anah<sup>9</sup>. Les crédits de paiement mis à la disposition du délégataire mais non consommés et dont elle n'a plus l'utilité font l'objet d'un ordre de reversement de la part de l'État et de l'Anah<sup>9</sup>.

En cas d'utilisation des crédits de paiement à d'autres fins que celles précisées dans les conventions qui la lie à l'État ou à l'Anah, un prélèvement du même montant sera opéré sur les ressources du délégataire.

En cas de résiliation, un accord relatif à la clôture de la convention est conclu ; celui-ci reprend notamment les conditions de reversement définies au point 2 de l'article II-7.

#### **Article VI-5 : Évaluation de la mise en œuvre de la convention**

**Les trois types d'évaluation décrits ci-après sont applicables tant au parc public qu'au parc privé.**

##### **Article VI-5-1 Évaluation à mi-parcours**

A l'issue des trois premières années d'exécution de la convention, le préfet et le président du conseil général procéderont à une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du programme de la convention.

Cette évaluation devra être élaborée dès le dernier trimestre de la troisième année. Elle aura pour objectif d'analyser l'atteinte des objectifs et de les ajuster, le cas échéant, en fonction des résultats pour les trois dernières années de la convention. L'échéancier de réalisation prévu à l'article I-2-3 sera le cas échéant révisé en conséquence. Une modification de la présente convention peut être envisagée dans le cas où des changements importants seraient susceptibles d'intervenir du fait notamment d'une surconsommation ou d'une sous-consommation des crédits délégués en fonction de l'analyse menée au II-5-1-3.

Sur les territoires où des PLH auront été adoptés l'année de signature de la convention, l'évaluation à mi-parcours sera établie en cohérence avec le bilan triennal d'exécution défini à l'article L. 302-3 du CCH.

##### **Article VI-5-2 Évaluation finale**

Au plus tard à partir du mois de juillet de l'année de la fin de la convention, une évaluation finale sera effectuée afin d'examiner la mise en œuvre de la convention au regard des intentions de ses signataires et des objectifs de la politique d'aide au logement définis par l'article L 301-1 du CCH.

Cette évaluation s'attachera notamment à apprécier les éléments qualitatifs de la délégation de compétence. Une attention particulière sera apportée à la valeur ajoutée pour le territoire de la délégation de compétence et notamment ses conséquences en terme d'effet de levier, de mobilisation de la collectivité délégataire et de cohérence de la politique du logement et plus particulièrement avec les PLH existants sur le territoire de délégation, le PDALPD et les autres schémas existants.

---

<sup>9</sup> dans le cas d'une convention de gestion avec instruction et paiement par le délégataire

Au vu de cette évaluation, une nouvelle convention d'une durée de six ans pourra être conclue ; à cette fin, le délégataire s'engage à informer le Préfet, trois mois avant la fin de la présente convention, de sa volonté de la renouveler ou non.

#### **Article VI-5-3 Bilan financier et comptable**

Dans les six mois suivant la fin de la convention, un bilan sera produit. Ce bilan s'attachera à comparer les résultats obtenus au regard des objectifs prévus dans la convention. Ce bilan (parc public et parc privé) devra également présenter la consommation des crédits qui auront été délégués. Une étude comparative avec l'ensemble des aides de l'État telles qu'indiquées à l'article V-6 pourra également être intégrée.

Le bilan fait également état des opérations clôturées et pour lesquelles le montant des CP est inférieur au montant des AE engagées afin de revoir les « restes à payer ».

#### **Article VI-6 Information du public**

Pour le parc locatif social, le délégataire doit prendre les dispositions nécessaires pour que soit rendue publique l'intégralité de la part financière que l'État affecte aux différentes opérations financées dans le cadre de la convention et figurant à l'article II-1 de la présente convention.

Pour le parc privé, le délégataire s'engage, dans toute action de communication relative au parc privé, à retracer l'origine des financements. Les modalités d'information du public sont définies dans la convention de gestion conclue entre le délégataire et l'Anah.

#### **Article VI-7 Publication**

La présente convention ainsi que ses avenants font l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et du délégataire.

Ils sont transmis, dès leur signature, à la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer) et à l'Anah.

Fait à Colmar en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil Général

Le Préfet du Haut-Rhin

Charles BUTTNER

Alain PERRET

**CONVENTION POUR LA GESTION DES AIDES A L'HABITAT PRIVE  
ENTRE LE DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN ET L'AGENCE  
NATIONALE DE L'HABITAT  
(gestion des aides par le délégataire - instruction et paiement)**

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L. 321-1-1,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le décret n°62-1587 du 29 septembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

**Vu** la convention État / Anah du 14 juillet 2010 relative au programme « rénovation thermique des logements privés »,

**Vu** le décret du premier ministre du 2 novembre 2011 relatif au règlement des aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique (FART),

**Vu** le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,

**Vu** la délibération du conseil général du [.....] autorisant le président à conclure avec l'État la convention de délégation de compétence et avec l'Anah la présente convention de gestion,

**Vu** la convention de délégation de compétence du [..] conclue entre le délégataire et l'État en application de l'article L. 301-5-1 (L. 301-5-2) du code de la construction et de l'habitation,

**Vu** l'avis du délégué de l'Anah dans la région,

**La présente convention est établie entre :**

**Le département du Haut-Rhin représenté par M. Charles BUTTNER, président du Conseil Général, et dénommé ci-après « le délégataire »**

et

**l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra – 75001 PARIS, représentée par M. Alain PERRET, délégué de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du CCH, et dénommée ci-après « Anah ».**

Il a été convenu ce qui suit :

## **OBJET DE LA CONVENTION**

La nouvelle politique de l'habitat, approuvée par le Conseil Général du Haut Rhin en décembre 2010, tient compte à la fois :

- du caractère durable des grandes évolutions dans le domaine de l'habitat,
- du caractère conjoncturel et urgent de certains aspects sociaux de la question du logement et auxquels il convient de répondre par des actions prioritaires dans le court terme.

Elle soutient la lutte contre l'Habitat Indigne, qui sera privilégiée pour les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs, ainsi que la lutte contre la précarité énergétique, en déclinant le programme « Habiter mieux » sur le territoire de compétence du Département.

Par la convention de délégation de compétence du jj/mm/aa conclue entre le délégataire et l'État en application de l'article L. 301-5-1 (L. 301-5-2) du code de la construction et de l'habitation (CCH), l'Etat a confié au délégataire, pour une durée de six ans renouvelable l'attribution des aides publiques en faveur de la rénovation de l'habitat privé et leur notification aux bénéficiaires.

Dans ce cadre, les décisions d'attribution par le délégataire des aides en faveur de l'habitat privé sont prises par délégation de l'Anah, en application du programme d'actions et dans la limite des droits à engagement délégués. Le cas échéant, le délégataire prend également les décisions d'attribution des aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique dans les conditions prévues au paragraphe 1.3 de la présente convention.

La présente convention, conclue en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation, a pour objet de déterminer les conditions de gestion des aides par le délégataire ainsi que les modalités d'information sur l'emploi des crédits délégués par l'Anah.

Elle prévoit les conditions de gestion par le délégataire et de contrôle par l'Anah des conventions conclues en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 et du formulaire appelé « Engagements du bailleur » lorsque celles-ci concernent des logements faisant l'objet de travaux subventionnés par l'Anah, sur crédits délégués.

## **Article 1 : Objectifs et financements**

### **§ 1.1 Objectifs**

Il est prévu la réhabilitation d'environ 2670 logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides.

Dans le cadre de cet objectif global, sont projetés sans double compte :

a) le traitement de 234 logements<sup>1</sup> indignes<sup>2</sup> (180 PB et 54 PO), notamment insalubrité, péril, risque plomb, dont 39 pour 2012 (30 PB et 9 PO).

b) le traitement de 150 logements<sup>4</sup> très dégradés<sup>5</sup> (120 PB et 30 PO) dont 25 pour 2012 (20 PB et 5 PO).

<sup>1</sup> propriétaires occupants, propriétaires bailleurs et syndicats de copropriétaires

<sup>2</sup> cf. instructions de l'Anah sur les définitions de l'habitat indigne, très dégradé et dégradé (grille d'évaluation)

c) le traitement de 180 logements de propriétaires bailleurs (hors habitat indigne et très dégradé) (120 PB moyennement dégradés et 60 PB autres) dont 30 pour 2012 (20 PB moyennement dégradés et 10 PB autres)

d) le traitement de 2 106 logements occupés par leurs propriétaires au titre notamment de la lutte contre la précarité énergétique ou de l'aide pour l'autonomie de la personne (hors habitat indigne et très dégradé) (1 350 PO énergie, 540 PO autonomie et 216 PO autres), dont 326 pour l'année 2012 (200 PO énergie, 90 PO autonomie et 36 PO autres).

e) le traitement de 0 copropriétés en difficulté (hors lutte contre l'habitat indigne et très dégradé).

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah). Parmi ces logements, il est prévu de conventionner 360 logements à loyer social et 60 logements à loyer très social. Ces objectifs se déclinent ainsi pour 2012 : 60 logements à loyer social et 10 logements à loyer très social (annexe 1 de la convention de délégation de compétence).

Trois PIG sont en cours sur le territoire de délégation de compétence du Département et portent sur :

- la production de Loyers Maîtrisés (PIG LM),
- la lutte contre l'Habitat Indigne (PIG LHI) et
- la production de logements locatifs privés très sociaux (PIG PST).

Ces derniers arrivent à échéance au 31/12/2011. Ils seront reconduits, sous la forme d'un nouveau PIG unique portant sur 4 thèmes :

- la lutte contre l'Habitat Indigne
- la lutte contre la précarité énergétique
- la production de logements très sociaux en faveur des personnes défavorisées
- l'accessibilité pour les personnes âgées et / ou handicapées.

pour une mise en application au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

La programmation pluriannuelle prévisionnelle de la réalisation des objectifs est rappelée dans l'annexe 1. Pendant la durée de la convention le Président du conseil général établit le programme d'actions intéressant son ressort conformément au 1<sup>o</sup> de l'article R. 321-10-1 du CCH.

## **§ 1.2 Montants des droits à engagement**

Le montant prévisionnel des droits à engagement alloué au délégataire, dans la limite des dotations ouvertes au budget de l'Anah, incluant les aides aux propriétaires et les subventions éventuelles pour ingénierie de programme est de 19 238 310 euros pour la durée de la convention (décliné de manière prévisionnelle par année et par objectif dans l'annexe 1).

Le montant total prévisionnel alloué pour l'année 2012 est de 3 206 385 euros et sera ajustée suite à la répartition des droits à engagement par le représentant de l'État dans la région en application de l'article L. 301-3 du CCH. Pour les années ultérieures, un avenant annuel précisera la dotation allouée en fonction de la réalisation des objectifs et des niveaux de consommation de l'année précédente dans la limite de l'enveloppe pluriannuelle initiale.

En cas de réalisation insuffisante des objectifs prévus à l'article 1.1 et déclinés à l'annexe 1 de la présente convention constatée sur deux exercices consécutifs, le délégué de l'Anah dans le département peut minorer le montant des droits à engagement à allouer au délégataire l'année suivante.

La persistance d'un écart de réalisation au terme de 3 exercices consécutifs peut conduire les parties à réviser les objectifs et les droits à engagement de la présente convention et/ou leur déclinaison pluriannuelle. L'évaluation à mi-parcours décrite à l'article VI-5-1 de la convention conclue entre l'Etat et le délégataire sera l'élément essentiel pour dimensionner cet ajustement.

### **§ 1.3 Aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique (programme « Habiter mieux »)**

Lorsqu'un contrat local d'engagement (CLE) est conclu sur le territoire du délégataire, ce dernier attribue les aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique dans les conditions définies par le décret du 02 novembre 2011 relatif au règlement des aides du FART et par l'instruction de la directrice générale de l'Anah du 8 octobre 2010 relative aux aides du FART pouvant être octroyées en complément des aides de l'Anah.

Le montant prévisionnel des droits à engagement alloués au délégataire, dans la limite des dotations ouvertes, pour l'année 2012 est de 320 000 euros. Un avenant annuel viendra préciser l'enveloppe affectée pour les années ultérieures.

Le versement des crédits de paiement s'effectue trimestriellement sur justificatifs (voir annexe 4 bis).

Les reversements éventuels des aides s'effectuent dans les mêmes conditions que celles définies au paragraphe 8.3 de la présente convention.

### **§ 1.4 Aides propres du délégataire**

Le délégataire, pendant la période de la présente convention, consacrera sur ses ressources propres un montant global de 1.338.000 € à l'habitat privé (reporté à l'annexe 1).

Pour la première année d'application de la convention, le montant des crédits que celui-ci affecte sur son budget propre à la réalisation des objectifs de la convention s'élève à 223 000 € pour l'habitat privé incluant les droits à engagement complémentaires à l'aide du FART à hauteur de 63 000 €.

Un avenant annuel viendra préciser l'enveloppe affectée pour les années ultérieures.

## **Article 2 : Recevabilité des demandes d'aides et règles d'octroi des aides attribuées sur crédits délégués de l'Anah**

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah – c'est à dire des articles R. 321-12 à R. 321-21 du Code de la construction et de l'habitation, du Règlement général de l'Agence, des décisions du Conseil d'administration, des instructions du Directeur général qui sont transmises aux délégataires, des dispositions inscrites dans des conventions particulières, du contenu du programme d'actions territorial et de la présente convention de gestion, dont les règles particulières éventuelles développées ci-après - en vigueur au moment du dépôt de la demande de subvention.

Des règles particulières d'octroi des aides sont définies en annexe 2 dans les limites fixées par l'article R. 321-21-1 du CCH. La définition de ces règles ainsi que les modifications qui leur ont été apportées relèvent de la décision du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant le programme d'actions 2011 et de sa décision modificative du 16 septembre 2011 portant sur les modalités financières d'intervention.

## **Article 3 : Instruction et octroi des aides aux propriétaires**

Les décisions d'attribution et de rejet des demandes d'aide sont prises conformément aux dispositions des articles R. 321-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation et du RGA.

Les dossiers de demande de subvention concernant des logements ou des immeubles situés dans le ressort territorial du délégataire sont déposés auprès du délégataire à l'adresse suivante :

Conseil Général du HAUT-RHIN  
Hôtel du Département  
Service Habitat et Solidarités Territoriales  
100, avenue d'Alsace  
BP 20351  
68006 COLMAR CEDEX

Les demandes d'aides sont établies sur des imprimés qui comportent les renseignements nécessaires à l'instruction, les engagements des bénéficiaires tels que prévus par la réglementation de l'Anah ainsi que le logo de l'Anah.

Les demandes de subvention sont instruites par les services du délégataire.

Pour ce faire, l'Anah met à disposition du délégataire son système de gestion standard des dossiers de demande de subvention Op@l selon les modalités définies par l'Anah en annexe 7.

A défaut, le délégataire s'engage à transmettre à l'Anah les données définies en annexe 8. Le format de transmission de ces données est défini en annexe 8.

Le délégataire s'engage à assurer la conformité entre la présente convention et les engagements qu'il pourrait prendre concomitamment dans le cadre d'opérations programmées.

Les décisions d'attribution et de rejet des demandes d'aide sont prises par le délégataire après consultation le cas échéant de la commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH).

Le secrétariat de la CLAH est assuré par le délégataire.

Les notifications aux bénéficiaires sont effectuées par le délégataire, par délégation de l'Anah. Les courriers, établis selon les modalités définies en annexe 5, comportent le double logo du délégataire et de l'Anah.

Il convient d'intégrer, au sein des courriers de notification, les clauses figurant en annexe 5.

Le délégataire adresse à l'Anah les copies des conventions à loyers maîtrisés qu'il a signées en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH.

#### **Article 4 : Subventions pour ingénierie des programmes**

Des subventions pour ingénierie des programmes (article R. 321-16 du CCH) peuvent être attribuées par le délégataire, soit à lui-même en tant que maître d'ouvrage d'une opération, soit à d'autres maîtres d'ouvrage ressortissant de son territoire.

Les règles applicables pour l'attribution de ces subventions sont celles définies par la réglementation de l'Anah.

Les dossiers de demande de subvention sont instruits par le délégataire qui signe la décision d'attribution de subvention et en assure la notification.

Ces subventions sont imputées sur les droits à engagement mis en place par l'Anah auprès du délégataire.

Le délégataire s'engage à transmettre au délégué de l'Agence dans le département une copie des conventions de programmes signées dans un délai de deux mois à compter de leur signature. Cette transmission doit avoir lieu exclusivement par la voie électronique.

Le délégataire transmet également aux délégués de l'Agence dans le département et dans la région les conclusions des études préalables et le bilan des opérations programmées.

## **Article 5 : Paiement des aides par le délégataire**

### **§ 5.1 Paiements des subventions aux propriétaires**

Les vérifications effectuées par le délégataire porteront sur les éléments définis par le règlement général de l'Anah notamment, en ce qui concerne la justification des travaux, leur régularité, la conformité des factures présentées par les bénéficiaires par rapport au projet initial, la date de réalisation des travaux, ainsi que les conditions d'occupation des logements subventionnés.

Le visa et le paiement des aides sont effectués par et sous la responsabilité du Payeur Départemental.

Les avis de paiement des subventions adressés aux bénéficiaires comportent les logos du délégataire et de l'Anah et indiquent distinctement, s'il y a lieu, la participation de chacun.

### **§ 5.2 Paiements des subventions relatives aux prestations d'ingénierie des programmes**

Le paiement de ces subventions est assuré par le délégataire au profit des bénéficiaires sur la base des décisions prises dans le cadre de la présente convention, conformément à l'article 4.

Le paiement de la dépense est effectué par et sous la responsabilité du Payeur Départemental.

## **Article 6 : Modalités de gestion des droits à engagement et des dépenses**

### **§ 6.1 Affectation par l'Anah des droits à engagement**

Le montant annuel des droits à engagement alloué à l'habitat privé est mis en place par l'Anah dans les conditions suivantes :

- première année d'application de la convention :

- 80 % du montant des droits à engagement de l'année, dans les 15 jours qui suivent la réception par l'Anah de la convention signée.
- le solde des droits à engagement de l'année au plus tard le 30 septembre après examen par le délégué de l'agence dans la région d'un état d'avancement de la réalisation des objectifs et d'une projection sur la fin de l'année, transmis par le délégataire.

- à partir de la seconde année :

- une avance de 30% du montant des droits à engagement initiaux de l'année N-1 au plus tard en février,
- régularisée à hauteur de 80% des droits à engagement de l'année dès réception par l'Anah de l'avenant signé mentionné au §1.2,
- le solde des droits à engagement de l'année est libéré en totalité ou en partie au plus tard le 30 septembre après examen par le délégué de l'agence dans la région d'un état d'avancement de la réalisation des objectifs et d'une projection sur la fin de l'année, transmis par le délégataire.

Les modalités de fourniture de l'état d'avancement de la réalisation des objectifs et d'une projection sur la fin de l'année sont définies à l'article II-5-I-3 de la convention conclue entre l'État et le délégataire.

Conformément au § 1.2, les parties peuvent réviser les droits à engagement en cas d'écart de réalisation.

## § 6.2. Crédits de paiement - versement des fonds par l'Anah

Chaque année, l'Anah adresse au délégataire un montant de crédits de paiement calculé par application d'une clé pré-définie sur la base du montant des engagements constatés les années précédentes et des engagements prévisionnels de l'année considérée, corrigé des annulations de dossiers. Cette clé, déterminée à partir du rythme des paiements constatés par l'Anah, est la suivante :

- 20 % des engagements prévisionnels au titre de l'année n,
- 40 % des engagements constatés au titre de l'année n-1,
- 20 % des engagements constatés au titre de l'année n-2,
- 20 % des engagements constatés au titre de l'année n-3.

En cas de dépassement de cette enveloppe prévisionnelle de crédits de paiement, il appartient au délégataire de justifier de cette demande. Dans ce cas, l'avenant annuel devra prendre en compte cette modification dans les clés de répartition.

Les crédits de paiement seront versés par l'Anah de la manière suivante :

- pour la première année d'exécution, une première avance de 40%, après signature de la convention ; le solde est versé sur justification de la consommation de 75% de l'avance initiale.
- pour les années suivantes : sur production par le comptable public d'une attestation de consommation de 75 % de ces CP de l'année n-1 :
  - une avance de 30 % de l'enveloppe calculée de CP dus au titre des engagements pris les années antérieures, déduction faite des crédits inemployés au 31 décembre de l'année précédente,
  - portée dès la réception par l'Anah de l'avenant signé à hauteur de 70 % du montant prévisionnel des crédits de paiement de l'année considérée,
  - le solde sur justification de la consommation de l'avance précédente à hauteur de 75 %.

La première avance de la première année est versée à l'initiative de l'Anah. Les appels de fonds ultérieurs sont à l'initiative du délégataire, sur justification des dépenses réalisées attestée par le comptable public (cf modèle d'attestation en annexe 4).

Le délégataire met en œuvre le régime des avances et acomptes défini par la réglementation applicable à l'Anah.

Les virements seront effectués au compte de dépôt de fonds au Trésor de la collectivité désigné en annexe 3.

Les pièces justificatives des paiements effectués sont conservées par le payeur départemental. Celui-ci produit à l'agent comptable de l'Anah, au terme de la gestion, une attestation certifiant que les paiements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes aux opérations prévues par la convention (modèle d'attestation en annexe 4).

En cas de renouvellement d'une précédente convention de gestion prévoyant l'instruction et le paiement des aides de l'Anah par le délégataire, les modalités de mise à disposition des crédits de paiement correspondants aux engagements (décisions d'attribution) pris au titre de la précédente convention sont fixées dans une annexe à la présente convention.

## **Article 7 : Traitement des recours**

Les recours gracieux formés par les demandeurs ou les bénéficiaires des aides contre les décisions prises par le délégataire sont traités par celui-ci conformément à la réglementation du code général des collectivités territoriales. L'instruction des recours hiérarchiques formés auprès du conseil d'administration de l'Agence à l'encontre des décisions prises par le délégataire et des recours contentieux est effectuée par l'Anah (service des affaires juridiques). Le délégataire s'engage à fournir l'intégralité des éléments nécessaires à cette instruction.

Pour les besoins de connaissance et de suivi statistique des recours gracieux, le délégataire renseigne chaque année l'annexe 6 relative au bilan des recours gracieux et le transmet au délégué de l'Agence dans le département au plus tard pour le 15 février de chaque année.

Pour les dossiers engagés avant la délégation de compétence, lorsqu'une décision de retrait de subvention est annulée (suivant le cas, par le délégué de l'Agence dans le département, le précédent délégataire, le Conseil d'administration de l'Anah, le directeur général par délégation ou le Tribunal administratif) il appartient au délégataire d'exécuter la décision de réengagement comptable qui s'ensuit sur les crédits délégués par l'Anah.

## **Article 8 : Contrôle et reversement des aides de l'Anah**

### **§ 8.1 Politique de contrôle interne**

Une politique de contrôle interne est définie par le délégataire et ses conditions de mise en œuvre sont revues annuellement. Elle doit permettre de s'assurer de la régularité et de la qualité de l'instruction des dossiers.

Un bilan annuel de cette politique de contrôle est transmis à la direction générale de l'Anah.

### **§ 8.2 Contrôle du respect des engagements souscrits par les bénéficiaires des aides**

Les contrôles du respect par les bénéficiaires des subventions des engagements souscrits vis-à-vis de l'Agence (y compris dans le cadre des conventions conclues en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH) sont effectués par l'Anah.

Le délégataire tient à la disposition de l'Anah les dossiers permettant les contrôles.

### **§ 8.3 Reversement des aides de l'Anah**

S'il s'avère que l'aide a été obtenue à la suite de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses, le reversement est de plein droit exigé.

En cas de méconnaissance de la réglementation de l'Anah, sans préjudice de poursuites judiciaires, le reversement total ou partiel des sommes déjà versées est prononcé, après consultation de la CLAH, par le président de l'EPCI ou du conseil général) ayant attribué la subvention lorsque la décision de reversement est prise avant le versement du solde de l'aide.

Lorsque la décision de reversement intervient après le versement du solde de la subvention, elle est prise par le directeur général de l'Anah après consultation de la CLAH.

Dans le cas d'une décision prise sur la base de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses ou en cas de non-respect des règles ou des engagements souscrits en application des conventions conclues, le conseil d'administration de l'agence ou le directeur général par délégation, obligatoirement informé par le délégataire, peut prononcer les sanctions prévues à l'article L. 321-2 du CCH.

#### **§ 8.4 Recouvrement des sommes ayant donné lieu à décision de reversement**

Les décisions de reversement donnent lieu à recouvrement selon les règles applicables à l'organisme ou à la collectivité qui les prononce.

Une situation des titres de recettes pris en charge au cours de l'exercice est produite avant le 28 février de l'année suivante, avec annotation et certification par le payeur départemental des recouvrements effectifs obtenus, selon le modèle joint en annexe 9. A défaut d'opérations prises en charge, il est établi et adressé un état néant selon les mêmes modalités.

Les sommes recouvrées effectivement sont reversées au vu de l'avis des sommes à payer adressé par l'Anah.

#### **Article 9 : Instruction, signature et suivi des conventions à loyers maîtrisés avec travaux**

##### **§ 9.1 L'instruction des demandes de conventionnement des logements subventionnés sur crédits délégués de l'Anah**

L'instruction des conventions prévues aux articles L. 321-4 ou L. 321-8 du CCH (ainsi que du document mentionné à l'article R. 321-30 du CCH récapitulant les engagements du bailleur) est assurée dans les mêmes conditions que la demande de subvention à laquelle elles se rattachent (cf. article 3).

##### **§ 9.2 Signature des conventions à loyers maîtrisés concernant les logements subventionnés sur crédits délégués de l'Anah**

Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au conventionnement avec l'Anah, le président du conseil général signe les conventions conclues entre les bailleurs et l'Anah en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH qui concernent des logements pour lesquels il a pris une décision d'attribution de subvention sur crédits délégués de l'Anah.

Les courriers utilisés, les conventions et le document récapitulant les engagements du bailleur comportent les logos du délégataire et de l'Anah.

Les avenants éventuels à ces conventions sont signés dans les mêmes conditions que la convention initiale. Le même principe est appliqué pour les prorogations du document « Engagements du bailleur ».

Une copie des conventions et des avenants doit être adressée au délégué de l'Agence dans le département.

##### **§ 9.3 Suivi des conventions à loyers maîtrisés conclues en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH**

La gestion et le suivi de ces conventions (enregistrement de toute modification, instruction des avenants...) ainsi que la communication des informations auprès des administrations compétentes (relations avec la CAF et la MSA, information de l'administration fiscale, etc....) relèvent du délégataire.

#### **Article 10 : Date d'effet et durée de la convention**

La présente convention a la même durée que la convention de délégation de compétence conclue en application de l'article L. 301-5-2 du CCH. Elle prend effet et fin aux mêmes dates. Avant l'échéance de la convention, le délégataire s'engage à informer le délégué de l'Agence dans le département, dans les conditions prévues par l'article VI-5-2 de la convention de délégation de compétence, de sa volonté de renouveler ou non la présente convention.

En cas de non renouvellement de la convention, une convention de clôture déterminera les modalités de gestion correspondants aux dossiers déjà engagés. Dans ce cas, le délégataire s'engage à assurer une phase de transition entre la fin de la convention et la reprise des engagements par l'Anah. La convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour une durée de 6 ans.

## **Article 11 : Demandes de subvention en instance à la date d'effet de la convention**

La présente convention s'applique aux dossiers de demandes de subvention concernant des immeubles situés sur le territoire délégué déposés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Les dossiers de demande de subventions déposés l'année précédente de l'année de prise d'effet de la convention sur le même territoire qui n'auront pu faire l'objet d'une décision avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de prise d'effet de la convention, seront repris par le délégataire et instruits sur la base de la réglementation applicable à la date de leur dépôt.

Les demandes complémentaires aux dossiers agréés avant la délégation de compétence feront l'objet d'une nouvelle demande et seront traitées selon la réglementation applicable à la date de dépôt de ce nouveau dossier.

Les dossiers de demande de subventions déposés l'année précédente de l'année de prise d'effet de la convention sur le même territoire, avant la mise en œuvre de la délégation de compétence, qui ont fait l'objet d'une décision avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de prise d'effet de la convention, continueront à être gérés par la délégation locale.

Les décisions relatives à ces dossiers agréés avant la prise d'effet de la délégation de compétence, continueront à être prises par l'autorité décisionnaire au sein de l'Anah.

Les dossiers ayant fait l'objet d'une décision d'attribution dans le cadre d'une précédente convention de gestion continuent à être gérés selon les modalités de la précédente convention.

## **Article 12 : Suivi et évaluation de la convention**

### **§ 12.1 Suivi**

L'Anah met à disposition du délégataire, pour instruire les aides aux propriétaires, son système de gestion des dossiers de demande de subvention Op@l via un accès sécurisé Internet. L'Anah assure, à ce titre, la maintenance fonctionnelle du système, l'assistance et la formation auprès des utilisateurs.

L'Anah peut, au travers du système Op@l, assurer le suivi des aides attribuées dans le cadre de la présente convention, ce qui dispense le délégataire de lui transmettre les informations et états nécessaires à l'établissement des bilans quantitatifs des aides attribuées selon les indicateurs définis par l'Anah.

Le délégataire produit à l'issue de chaque année avant le 1<sup>er</sup> février un état récapitulatif des paiements effectués pendant l'année précédente qui distingue les aides de l'Anah et le cas échéant celles du FART, selon le modèle proposé ci-après. A défaut d'une interface entre le système informatique du délégataire et Op@l, ce document sera transmis sous format électronique à l'agent comptable à l'adresse suivante : [AC.ANAH@anah.gouv.fr](mailto:AC.ANAH@anah.gouv.fr)

Bénéficiaire ( <i>nom</i> )	N° de mandat	Réf. Dossier Op@l	Montant payé en €	Date de demande de paiement (date de démarrage des engagements)

## **§ 12.2 Rapport annuel d'activité**

Conformément au II de l'article R. 321-10 du CCH, chaque année, le délégataire établit un rapport d'activité, et consulte la Commission locale d'amélioration de l'habitat avant de le transmettre au délégué de l'Agence dans le département.

## **§ 12.3 Désignation d'un correspondant fonctionnel**

Le délégataire désigne un correspondant fonctionnel, destinataire de l'ensemble des communications de l'Anah et interlocuteur direct de l'agence pour l'activité d'instruction.

Le correspondant désigné par le délégataire est :

Anne DELMOTTE  
Coordinatrice Anah  
Conseil Général  
Service Habitat et Solidarités Territoriales  
03.89.30.66.18  
delmotte@cg68.fr

## **Article 13 : Confidentialité des données**

Les données relatives aux actions de l'Anah font l'objet d'une exploitation statistique notamment par le biais de l'outil Infocentre ouvert dans le système d'information de l'agence auquel ont accès les délégataires.

Le délégataire s'engage à ne pas donner l'accès à Infocentre à des personnes extérieures à son administration et à adresser à la délégation locale de l'Anah, dans les meilleurs délais après la signature de la convention de gestion, la liste des personnes internes à son administration et qui auront un droit d'accès à Infocentre.

## **Article 14 : Conditions de résiliation**

La résiliation de la convention de délégation de compétence conclue en application de l'article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation entraîne de plein droit la résiliation de la présente convention.

Un accord de clôture déterminera les modalités de gestion des dossiers déjà engagés y compris le cas échéant ceux relatifs aux aides propres. Dans ce cas, le délégataire s'engage à assurer une phase de transition entre la fin de la convention et la reprise des engagements par l'Anah.

Fait à COLMAR en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil Général

Le délégué de l'agence dans le département

Charles BUTTNER

Alain PERRET